

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/04/04/montpellier-apres-l-agression-d-une-coll...>

 Le Monde avec AFP

 8 min read

Montpellier : à la suite de l'agression d'une collégienne, la ministre de l'éducation nationale annonce lancer une enquête administrative

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Société](#)
- [Faits divers](#)

Samara, 14 ans, grièvement blessée, est sortie du coma, a annoncé mercredi le parquet de Montpellier. Trois mineurs, parmi lesquels une jeune fille scolarisée dans le même collège, ont été placés en garde à vue le même jour pour tentative de meurtre sur mineur.



Deux jours après l'agression d'une adolescente de 14 ans devant son collège à Montpellier, la ministre de l'éducation nationale, Nicole Belloubet, a annoncé, jeudi 4 avril, le lancement d'une enquête administrative, en disant vouloir « *tout savoir sur ce qui s'est passé durant les semaines et les mois précédents* ». M^{me} Belloubet a dit « *donner huit jours de travail* » à cette mission confiée à des inspecteurs généraux de son ministère, dont elle tirera « *toutes les conséquences* ».

« *Je puis vous assurer que mon bras ne tremblera pas* », a-t-elle promis sur BFM-TV. « *Dès demain [vendredi], une inspection générale ira sur place pour une mission flash. Cette mission aura pour objet à la fois d'établir la réalité des faits et d'établir les responsabilités* », a-t-elle détaillé. « *Je saurai prendre mes responsabilités en fonction de ce que décidera l'inspection générale* », a ajouté la ministre.

« *Je veux tout savoir sur ce qui s'est passé durant les semaines et les mois précédents dans l'établissement où Samara* » était scolarisée, « *sur ce qui s'est passé dans les dernières heures dans l'école et hors de l'école. C'est évidemment capital. Nous devons la vérité à Samara, à la famille et bien sûr à notre institution* », a poursuivi Nicole Belloubet.

« Menaces de nature religieuse » avant l'agression

L'agression de la jeune fille s'est produite mardi aux alentours de 16 heures devant le collège Arthur-Rimbaud situé dans le quartier de la Mosson (la Paillade), dans le nord-ouest de Montpellier. « *Gravement blessée* », Samara est sortie du coma, avait annoncé mercredi soir le parquet de Montpellier, lequel a aussi fait savoir qu'elle devait être entendue jeudi. Trois mineurs, âgés de 14 ans et 15 ans – dont au moins une était scolarisée dans le même établissement et a reconnu « *avoir porté des coups* », d'après la même source – avaient été placés en garde à vue mercredi pour tentative de meurtre sur mineure de moins de 15 ans.

La mère de la collégienne a jugé dans les médias que sa fille avait été préalablement victime de harcèlement, en particulier de la part d'une de ses camarades, évoquant l'hypothèse d'un conflit autour de la pratique de la religion. « *S'il y a eu harcèlement, là encore, nous verrons ce qu'il convient de décider dans les quelques jours qui viennent* », a poursuivi M^{me} Belloubet.

Le député socialiste de l'Essonne, Jérôme Guedj, a par ailleurs annoncé jeudi soir saisir le procureur de Montpellier pour des « *menaces de nature religieuse* » qui auraient eu lieu avant l'agression. « *La justice s'est emparée de la tentative de meurtre sur Samara. Mais en amont, il y a eu des menaces de nature religieuse* », a-t-il expliqué sur X. Un message accompagné de la copie du courrier, où le député souligne que « *la mère de la victime (...) rapporte notamment que sa fille, de confession musulmane, était traitée de "kouffar", qui veut dire "mécréant" en arabe, et de "kahba", ce qui signifie "pute", et ce parce qu'elle "se maquille" et "s'habille à l'européenne"* ».

Le Monde Ateliers

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

[Découvrir](#)

« *Il n'y a rien qui justifie qu'une jeune fille, une adolescente, ait ainsi été agressée par plusieurs jeunes de son âge* », a pour sa part déclaré jeudi le président de la République, Emmanuel Macron, interrogé en marge de l'inauguration du centre aquatique olympique, à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne. « *Nous sommes en train de consolider les informations. Il y a aussi un travail de la justice qui est en cours. Donc je serai à ce stade très prudent pour ne pas qualifier les choses* », a-t-il ajouté.